

ROMANIAN HUMAN RESOURCES' POLICIES IN THE CONTEXT OF ECONOMIC CRISIS

Deaconu Alexandrina

ASE, Facultatea Management, Piața Romană, nr.6, sect.1, București, alex.deaconu@yahoo.com, 0742 062907

Rașcă Lavinia

IAPAB-ASEBUSS, EXEC-EDU, Calea Griviței, nr. 8-10, Sect.1, București, laviniar@asebuss.ro, 021-319 64 40, 021-319 64 41

Everybody acknowledges today the fact that employees are an essential resource. Unlike other financial, technical and technological resources, the human resource can be acquired, assessed and developed. During the past years, Romania has known an economic dynamic that allowed an increase in the role of human resources within the economic enterprises.

Now, in the new context created by the economic crisis, things are changing...Obviously affected, the enterprises seem to have lost interest in the employees and the human resources policies are not always very coherent. This is the reason why we will go into details, analyzing the specificity of the economic crisis in Romania and its effects on the human resources management team.

Keywords: economic crisis, human resources, work market, unemployment

Cod JEL : M12

1. La crise économique dans le monde

On pourrait croire qu'à l'ère des années 2000, nous sommes immunisés contre la crise économique. Toutefois, il semble bien qu'une récession américaine et peut-être même mondiale veuille se montrer le fin de la tranquillité. Malgré l'opinion très partagés des économistes, la crise économique semble se concrétiser de plus en plus selon les différents médias influents.

Plusieurs facteurs concrets font de cette nouvelle crise économique mondiale une situation de plus en plus inquiétante:

- *La guerre en Irak:* Cette guerre coûte une fortune aux Américains. Ils font imprimés de l'argent par la banque fédéral comme si c'était du papier ordinaire. Rappelons nous qu'aujourd'hui les billets d'argent sont basés sur la confiance, donc nous ne pouvons les échanger contre des pièces d'or comme autrefois.

- *La crise immobilière du subprime:* Une des plus grosses crises immobilières de l'histoire des États-Unis. La philosophie dominante a été: "vous voulez investir dans l'immobilier? Eh bien! C'est le bon moment. Vous pourrez y acheter facilement des maisons". Voilà ce qu'a coûté aux banques le fait de pousser les consommateurs à dépenser, des faillites personnels de propriétaires rendant impossible les paiements dûs aux prêteurs.

- *La montée des prix du pétrol:* L'énergie la plus en demande ou si vous préférez l'énergie dont nous sommes la plus dépendante et prisonnière. Cette montée des prix de l'essence touche directement et indirectement tous les consommateurs et entreprises de ce monde.

- *La crise alimentaire:* Spéculation, désorganisation des filières de production, plusieurs raisons sont à la base de cette crise. Ce sont les produits de première nécessité qui subissent une augmentation exorbitante des prix.

En plus, nous pouvons mentionner aussi d'autres causes de la crise: déficience des régulateurs nationaux; manque de coordination internationale; mauvaise évaluation des risques; opacité des bilans; disparité des normes comptables; absence de surveillance sur certains marchés.

Pour l'instant, ce sont les américains qui sont le plus durement touché. Toutefois, comme les américains sont les plus grands consommateurs dans le monde, les autres pays seront aucun doutes liés à cette crise économique qui les frappe actuellement. Les raisons pour lesquelles la crise nous inquiète sont les suivantes: la plus grande menace actuelle sur la sécurité mondiale car elle risque d'appauvrir des millions de personnes; peut provoquer une radicalisation des

mouvements de protestation; la hausse du chômage et l'effondrement des marchés vont faire grimper la pauvreté; cela risque d'alimenter la colère des gens et de provoquer une radicalisation des mouvements sociaux.

2. L'évolution de l'économie roumaine

Pour avoir une idée de l'économie roumaine, nous avons choisi les chiffres. On peut voir, pour l'instant, que du point de vue statistique, la crise n'a pas commencé à laisser des traces. Pour exemplifier, nous avons analysé le produit interne brut et le volume d'investissement :

a) le PIB en comparaison avec d'autres pays du monde

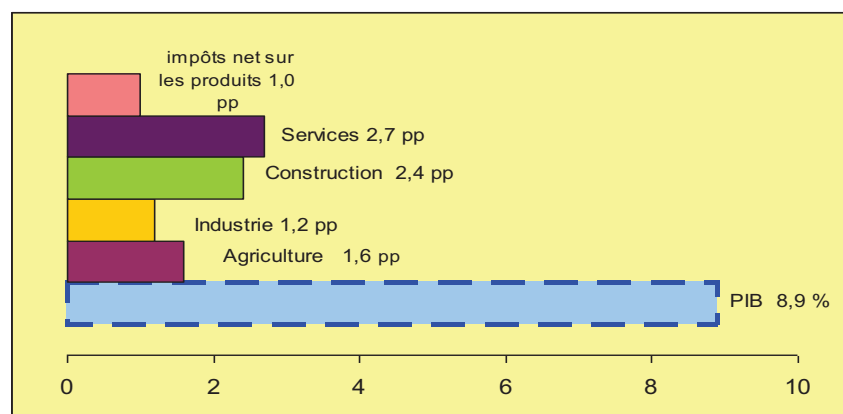
Tb.1. Dynamique du PIB 2008 / 2007

- en % -

	Trim.I	Trim.II	Trim.III		Trim.I	Trim.II	Trim.III
ROUMANIE	8,2	9,3	9,1	Cypre	4,1	3,9	3,5
UE (27)	2,0	2,0	0,9	Lituanie	7,0	5,2	3,1
Belgique	2,0	2,1	1,7	Hongrie	1,7	2,0	0,8
Danemark	-0,9	0,6	-1,2	Hollande	3,3	3,0	1,8
Allemagne	1,9	3,3	1,3	Autriche	2,8	2,2	1,5
Grèce	3,5	3,7	3,3	Pologne	6,2	5,8	5,2
Espagne	2,8	2,0	0,7	Slovaquie	9,3	7,9	7,0
France	1,7	1,5	0,8	Suède	0,9	2,7	0,4

b) la contribution de plusieurs secteurs d'activité au PIB

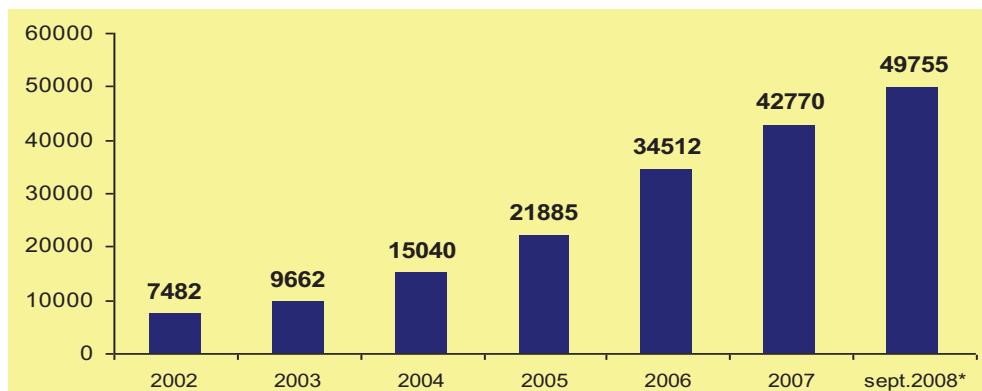
Fig. 1 Le niveau et la dynamique du produit intérieur brut (1.I.– 30.IX.2008)



En plus, on sait que la contribution de différents secteurs dans l'augmentation du PIB est: 30,3% - Les services; 40,4% - L'industrie et des constructions; 18,0% - L'agriculture; 31,1% - Les constructions.

c) Les investissements étrangers directs (IED)

Fig.2 Évolution IED pendant 2002 – 2008 (à la fin de la période)



Pour bien comprendre la situation actuelle, il faut savoir que: les investissements étrangers directs ont haussé pendant 1.I-30.IX 2008 avec 36,0% par rapport à 1.I-30.IX 2007; pendant 1.I - 30.IX 2008 l'investissement étranger a couvert 56,6% du déficit de compte courant.

3. La crise économique en Roumanie

Malgré les chiffres, le monde parle de la crise et ses effets previsibles dans les pays d'Europe centrale et orientale. En tant que dernier pays entré dans l'Union européenne avec la Bulgarie en 2007, la Roumanie risque d'être confronté avec une situation sans précédent. Mais, pour l'instant, les réactions sont contradictoires :

- La presse roumaine traite la crise avec une indifférence qui pourrait surprendre;
- Dans la classe politique se profile un discours sur l'impact de la crise en Roumanie (seulement des débats);
- On assiste à la chute du leu, la monnaie nationale roumaine;
- On assiste à la hausse des taux d'intérêt et à l'effondrement de la bourse;
- On assiste à la hausse des prix pour certains produits;

Les banques roumaines ont augmenté de 0,5 à 2 points leurs taux d'intérêt sur les crédits à la consommation.

Les secteurs les plus sensibles semblent être:

a) *Le marché immobilier*: Le secteur immobilier ressent le plus profondément l'actuelle crise économique. Le manque des transactions a déterminé beaucoup d'agences immobilières à disparaître; d'autres ont bloqué leurs projets ou y ont renoncé. Les conditions pour obtenir des crédits sont presque impossibles, et l'argent qu'on emprunte est beaucoup plus "cher" quand il doit être retourné; le prix des logements a baissé avec plus de 20%, mais les roumains préfèrent prolonger la décision d'acheter, fait qui a conduit à un blocage en ce qui regard les nouveaux projets.

b) *Le marché alimentaire*: Les ventes de produits alimentaires ont baissé avec 10-15% pendant le mois de janvier 2009, en comparaison avec l'année dernière ce que va amener à une réduction de la production et du personnel. Les principales secteurs qui vont être affectés sont: l'alcool, les boissons, la viande. Les producteurs de céréales ont resté avec le stock de blés dans l'ensilage, car les prix sont trop bas. Les ventes de céréales ont diminué avec plus de 80%, donc plus de 60% des producteurs et des commerçants vont faire faillite l'année prochaine.

c) *Le marché du tourisme*: dans ce domaine, la crise se manifeste par: la réduction du pourcentage d'occupation des places dans les hôtels; la réduction des prix pour le logements; la réduction du tourisme corporel. Les hôtels de lux vont être les plus

affectés. On préconise une diminution avec plus de 60% du degré d'occupation, le tourisme de business va être parmi le plus affecté secteur.

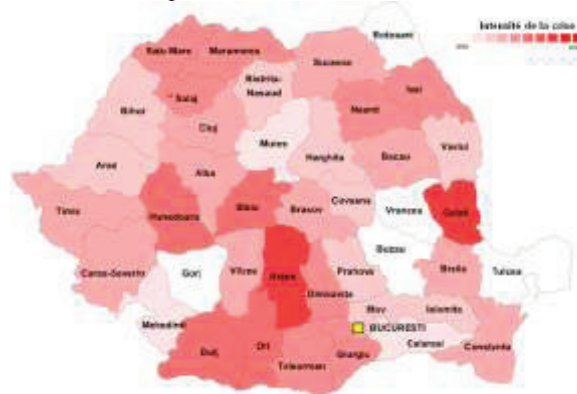
d) *Le marché d'automobiles* : On observe une réduction de la demande pour les automobiles et les entreprises sont forcées de restreindre leur activité. Pendant le mois de novembre le nombre des voitures enregistrées a connu une réduction avec 50% par comparaison avec l'année passée. Le vrai problème du marché de l'automobile en Roumanie est la production de pièces et sous-ensembles destinés à l'export pour les grands producteurs d'automobiles qui sont gravement affectés par la crise.

e) *Le marché des textiles*: forte diminution de l'exportation et du volume de production. Le chômage dans le secteur est arrivé à 4% et la majorité des chômeurs résulte de l'industrie qui agit à l'exportation et qui n'a pas reçu des commandes.

f) *Le marché de la métallurgie*: En ce qui concerne la métallurgie, les entreprises ont déjà restreint leur activité à cause de la baisse de la demande d'acier. Depuis la fin de l'année 2008, environ 2000 employés du grand sidérurgiste Arcelor-Mittal (de la ville Galați) ont été mis au chômage à cause de la forte baisse de l'activité.

Pour avoir une image des effets de la crise économique sur l'ensemble du pays, nous présentons une carte qui nous indique l'intensité des difficultés avec lesquelles se confrontent l'économie roumaine.

Fig.3 L'intensité de la crise économique en Roumanie



4. Les ressources humaines dans le nouveau contexte économique

Il est évident qu'on peut rattacher à la crise économique aussi des effets d'ordre psychologique, dont il serait rélevant de citer, en grandes lignes:

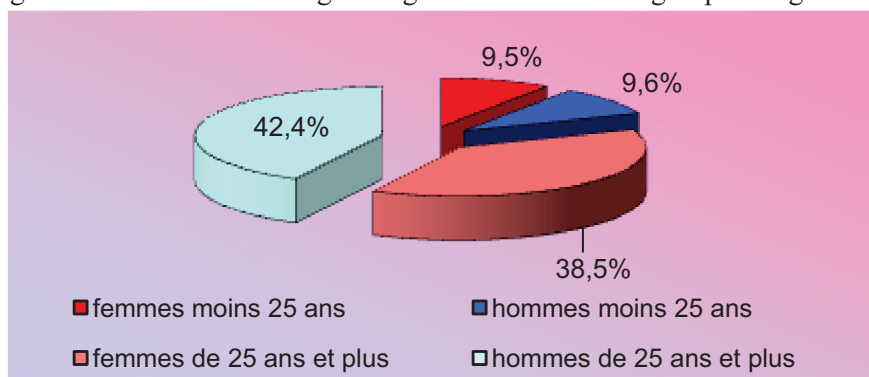
- l'étonnement, suivi par un état d'inertie commode; cette manque de réaction est principalement due à l'immaturation du comportement des consommateurs roumains; l'habitude de ne pas penser en perspective; la négation de l'évidence, en craignant un retour à la période communiste.
- l'inquiétude, générée par le fait que les salaires ont cessé d'augmenter;
- la prévision sombre que le pouvoir d'achat va baisser;
- la panique, entraînée par le sentiment d'incertitude générale;
- l'anxiété, le stress et le pessimisme, doublés par une perte de confiance en soi entretenus par la réalité du chômage. Apparemment, un quart des personnes embauchées craignent ne pas perdre leurs places de travail, tandis que 20% se préoccupent de la stabilité professionnelle de leur proches.
- dépression. Suite aux études, on a constaté que le nombre de dépressions a augmenté avec un taux inquiétant de 30%, par rapport à l'année 2007. Le profil des personnes touchées: tranche d'âge: jeunes, mais aussi 40-50 ans; occupation: patrons des firmes falimentaires ayant des dettes envers la banque, étudiants n'envisageant de se faire embaucher;

- suicides – en 2008, le nombre des suicides a été 3200, plus grand que le nombre des décès causés par les accidents de voitures; ce fléau touche notamment les régions centrales du pays: 32/100 000 personnes;
- troubles de disposition et de la capacité de concentration – les managers des compagnies constatent une diminution progressive du rendement des employés au travail;
- appel aux « vices »: malgré la hausse des prix pour l'alcool et les cigarettes, la législation plus stricte vis-à-vis du tabagisme, la population augmente de 10% sa consommation d'alcool, de tabac, de café et de chocolat;
- malentendus au sein des couples, communication fautive: le thème de la crise peut devenir soit sujet tabou, soit une préoccupation obsessionnelle. En 2009, on prévoit un nombre-record de divorces (exemple: vendredi, le 27 février 2009 on a enregistré 65 demandes de divorce aux instances de Bucarest)

A partir de ce tableau, nous voulons voir que ce passe-t-il dans les organisations. Malgré l'affirmation du caractère stratégique de la fonction des ressources humaines, en dépit de la sophistication croissante des outils qu'elle manipule et du professionnalisme qu'elle exige, cette fonction ne semble pas en mesure aujourd'hui de rivaliser en prestige avec d'autres fonctions de l'entreprise comme le marketing, la finance, ou la production. Les préoccupations sociales dans les entreprises évoluent aussi au rythme de la conjoncture économique et sociale; en période de basse conjoncture économique (ou de crise) et de forte poussée du chômage, le pouvoir de négociation des salariés s'affaiblit et le "social" devient moins prioritaire dans l'entreprise. La mission de la fonction des ressources humaines n'est pas donc très facile aujourd'hui en Roumanie.

L'analyse du chômage, à la fin du mois octobre 2008, nous indique, pour le début, les difficultés avec lesquelles se confrontent les Roumains.

Fig.4 La structure du chômage enregistré selon le sexe et groupes d'âge



Les politiques de ressources humaines dans le domaine de la procuration, développement et motivation ne sont pas attractives et cohérentes : pas d'embauche, pas de formation, pas de carrière, pas de bonnes rémunérations... En revanche, souvent des licenciements. D'un jour à l'autre, la situation s'aggrave.

La question prévisible dans une telle situation : quoi faire ?

Pour trouver la bonne réponse, il est peut-être indiqué de regarder autour de nous, à l'Union Européenne.

Parmi les actions déclenchées on retrouve: opposition face au protectionnisme; renforcement de la stratégie d'emploi; garanties gouvernementales pour les crédits bancaires; suppression de l'acompte provisionnel de l'impôt sur le revenu des particuliers; baisse de l'exigence énergétique des bâtiments; encouragement aux exportations; investissements dans la recherche et dans l'infrastructure des transports.

En Roumanie, le plan du Gouvernement, compte 74 mesures orientées en trois directions: le relancement et la stimulation de la croissance économique; le financement de l'économie et l'augmentation des liquidités; mesures sociales.

Les principaux points du Plan anticrise ont été: investissements en infrastructure; paiement des dettes gouvernementales; absorption des fonds communautaires; la non-imposition du profit réinvesti; la compensation de la TVA récupérée avec la TVA à payer; le soutien des PME; le lancement du fond de contra-garantie des crédits pour les PME; l'allocation des fonds pour l'export; l'augmentation du budget général consolidé.

En plus pour se sécuriser, pour dépasser les effets de la crise et pour éviter autres possibles effets négatifs la Roumanie a signé l'accord avec le Fond Monétaire International (FMI). On connaît maintenant que: l'accord sera du type stand-by (pour 2 années); l'emprunt sera de 19 milliards d'euros : 12 mld euros du FMI et 7 mld euros de UE.

Il y existe quelques mécontentements pour le "coût" de l'emprunt, c'est-à-dire les conditions trop strictes qui pourraient être imposées par FMI, en ce qui concerne la politique budgétaire et fiscale de Roumaine. En plus, FMI est d'accord avec l'augmentation des salaires de 5% seulement si le gouvernement va finaliser rapidement la loi des salaires uniques dans le système budgétaire. Il demande la restructuration de l'administration publique, c'est-à-dire le licenciement des budgétaires dont la présence ou le salaire ne sont pas justifiés, l'augmentation des impôts et d'autres taxes et un contrôle fiscal très stricte pour les entreprises et pour les citoyens aussi

Les analystes économiques, dans leur majorité, considère que la réalisation d'un accord avec FMI aurait comme résultat plusieurs *bénéfices* pour la Roumanie: une stabilisation de la monnaie nationale devant l'euro ou même une sensible appréciation de celle-ci; les crédits en euro baisseraient leur prix; les évaluations économiques de notre pays pourraient s'améliorer; les investisseurs retrouveraient la confiance dans l'économie locale; la Bourse ressentirait un effet positif.

En conclusions, devant une situation sans précédent, la Roumanie ne trouve pas encore les solutions pour se protéger. Il est vrai que aucun pays ne semble pas avoir la clé pour s'en sortir. Entre temps, les organisations et leurs ressources humaines sont en difficulté. En version optimiste, si le plan anti-crise arrête la dégradation de la situation économique et, indirectement les effets sociaux, la fonction des ressources humaines a toutes les chances de relancer des politiques qui peuvent harmoniser la performance économique avec la satisfaction des salariés

Bibliographie

1. Lefter V., Deaconu A. (coord.) - Managementul resurselor umane, Editura Economică, București, 2008
2. Manolescu A., Lefter V., Deaconu A. (coord.) - Managementul resurselor umane, Editura Economică, București, 2008
3. Jacques Gouverneur - Les fondements de l'économie capitaliste. Introduction à l'analyse économique marxiste du capitalisme contemporain : Bruxelles, Contradictions, 3ème édition, 2005.
4. Jean-Luc Gréau - L'avenir du capitalisme, Gallimard, Paris, 2004
5. www.ecb.int - Financial Stability Review Banque centrale européenne, décembre 2008
6. www.imf.org - Global Financial Stability Report, FMI, 2008
7. www.imf.org - World Economic Outlook, FMI, 2008
8. www.financiarul.ro
9. www.exegens.com
10. www.moneyline.ro
11. www.smartfinancial.ro